Dialogue interburundais : le gouvernement refuse de s'asseoir avec l'opposition

@rib News, 12/07/2016 - Source AFP La cÃ©rÃ©monie d'ouverture du dialogue de sortie de crise au Burundi a Ã©tÃ© annulÃ©e mardi Ã Arusha en Tanzanie, le gouvernement burundais dÃ©nonÃ§ant la prÃ©sence dans la salle de figures de l'opposition et de la sociÃ©tÃ© civile, a-t-on appris auprÃ¨s de plusieurs participants. Le gouvernement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza a jusqu'Ã prÃ©sent refusÃ© de discuter avec ces responsables, qu'il accuse d'Ãªtre derriÃ¨re une tentative de putsch en mai 2015 et les violences actuelles.

"Jean Minani, (Pacifique) Nininahazwe et Armel Niyongere sont poursuivis par la justice et ne peuvent Ãªtre conviÃ©s au dialogue", a justifiÃ© dans un tweet Willy Nyamitwe, responsable de la communication prÃ©sidentielle et membre de la dÃ©lÃ©gation du pouvoir. M. Minani est le prÃ©sident du Cnared, la principale coalition opposition, dont le gouvernement ne veut pas entendre parler. MM. Nininahazwe et Niyongere sont deux des principales figures de la sociÃ©tÃ© civile Ã la tÃªte du mouvement "Halte au 3e mandat", Ã l'origine des manifestations contre la candidature de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat l'an dernier. A Arusha, "le gouvernement du Burundi refuse de s'asseoir avec des putschistes prÃ©sumÃ©s", a prÃ©cisÃ© dans un tweet Evelyne Butoyi, une sÃ©natrice Ã©galement membre de la dÃ©lÃ©gation gouvernementale. Organis par l'ancien prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa, nommÃ© mÃ©diateur par la CommunautÃ© des Ã‰tats d'Afrique de l'Est (EAC), ces pourparlers doivent rÃ©unir pendant trois jours des reprÃ©sentants du gouvernement, des partis politiques, des confessions religieuses et de la sociÃ©tÃ© civile du Burundi. Le Burundi est plongÃ© depuis plus d'une annÃ©e dans une profonde crise, nÃ©e de la dÃ©cision du prÃ©sident Nkurunziza de briguer un 3e mandat, qui a dÃ©jÃ fait plus de 500 morts et poussÃ© plus de 270.000 burundais Ã l'exil. L'envoyÃ© spÃ©cial des Etats-Unis pour la rÃ©gion des Grands lacs, Tom Periell s'est rÃ©joui mardi du caractÃ¨re "plus inclusif" de ces nouveaux pourparlers, en estimant que cela suscitait de "l'espoir". "C'est le moment oÃ¹ la facilitation doit montrer son impartialitÃ© en montrant qu'elle n'est pas aux ordres de Bujumbura et qu'elle traite les parties sur un pied d'Ã©galitÃ©", a rÃ©agi Pacifique Nininahazwe. Contrairement au premier round des discussions du 21 au 24 mai Ã Arusha, oÃ¹ les opposants n'Ã©taient qu'une poignÃ©e sur les quelque 90 invitÃ©s, tous les groupes y sont reprÃ©sentÃ©s mardi. Ainsi, les membres de la direction de la coalition d'opposition ont Ã©tÃ© invitÃ©s Ã titre individuel et se trouvent Ã Arusha. "Le facilitateur Mkapa espÃ¨re maintenant passer Ã l'essentiel en rencontrant les diffÃ©rentes parties par groupes d'affinitÃ©", a expliquÃ© un diplomate africain, sous couvert d'anonymat. Selon son secrÃ©taire particulier, Macacho Temblel, "l'objectif est la validation des questions Ã Ã©tudier, Ã©tablir les prioritÃ©s et un ordr du jour" des futures nÃ©gociations. Il s'agit notamment "du statut et de la mise en application de l'accord de paix d'Arusha, de la Constitution du Burundi, de la situation sÃ©curitaire, de l'espace politique et dÃ©mocratique". "A la fin de ce round, jeudi, il n'y aura pas de plÃ©niÃ¨re, mais juste un communiquÃ©, avant que Mkapa n'aille rendre compte le 17 juillet aux chefs d'Etats de l'EAC Ã Kigali, en marge du sommet" de l'Union africaine, selon le mÃªme diplomate. Le "plan de sortie" de crise au Burundi devrait Ãªtre ensuite approuvÃ© par le sommet de l'UA (16-18 juillet), ce qui le rendrait contraignant pour toutes les parties burundaises.